

En partenariat
avec


RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*


AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT


EXPERTISE
FRANCE
GROUPE AFD

AVRIL
2024



FICHE DE CAPITALISATION

DU PROJET FEXTE

APPUI À LA RÉFORME DE LA COMMANDE PUBLIQUE AU LIBAN

Du 01 Juin 2021 au 29 Février 2024

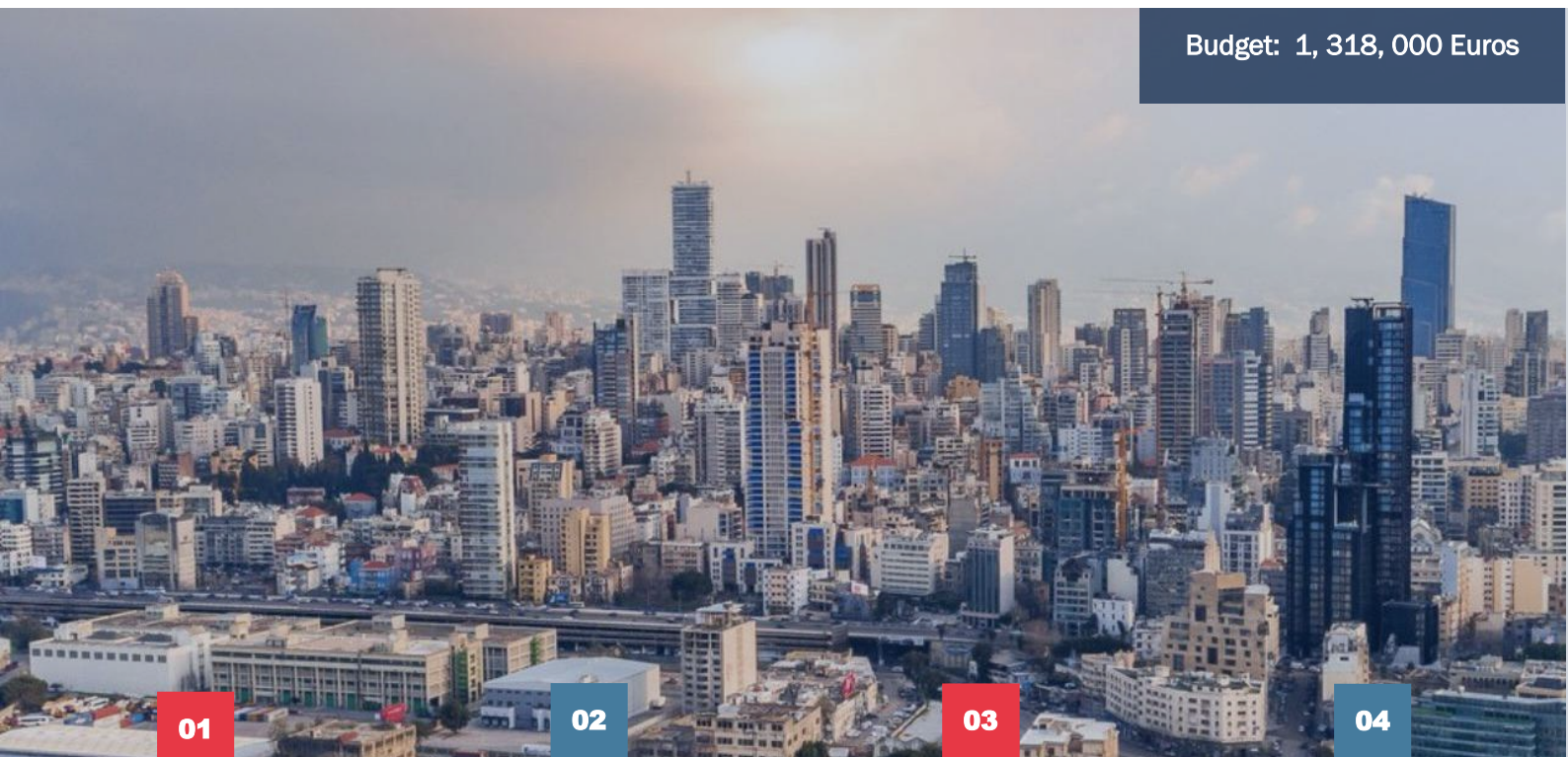
معهد باسل فليحان
المالي والاقتصادي
Institut des Finances Basil Fuleihan


الجمهورية اللبنانية
هيئة الشراء العام
شماينة • مناصرة • نزاهة



I. PROJET FEXTE ET SES 4 COMPOSANTES

Budget: 1, 318, 000 Euros



01



Appui à la structuration et le suivi de la Réforme

02



Décliner le cadre légal et réglementaire sur le plan opérationnel

03



Renforcer les capacités des institutions et agents de la commande publique

04



Améliorer la transparence et l'Intégrité du système

ACTIVITES

1.1

Revu du plan d'action par les services techniques compétents

1.2

Élaboration d'un cadre de suivi-évaluation de la réforme et d'un dispositif de collecte de données

1.3

Suivi de la réforme par le secrétariat technique du comité de pilotage interministériel

ACTIVITES

2.1

Élaboration des projets de législation secondaires visés par la loi

2.2

Création d'une boîte à outils de la commande publique

2.3

Conception des modèles de documents de consultation et de documents contractuels

2.4

Conception de la politique d'achat durable, de ses outils et de ses projets de législation secondaires

ACTIVITES

3.1

Opérationnalisation de l'autorité de l'Achat Public (Plan stratégique détaillé)

3.2

Opérationnalisation de l'autorité de recours administratif

3.3

Revue de la stratégie de renforcement des capacités en achat public

3.4

Élaboration d'un programme de formation et certification et mise en place auprès d'acheteur pilote

ACTIVITES

4.1

Réalisation d'une cartographie des risques dans les entités contractantes

4.2

Réalisation d'un audit interne dans trois entités pilotes contractantes

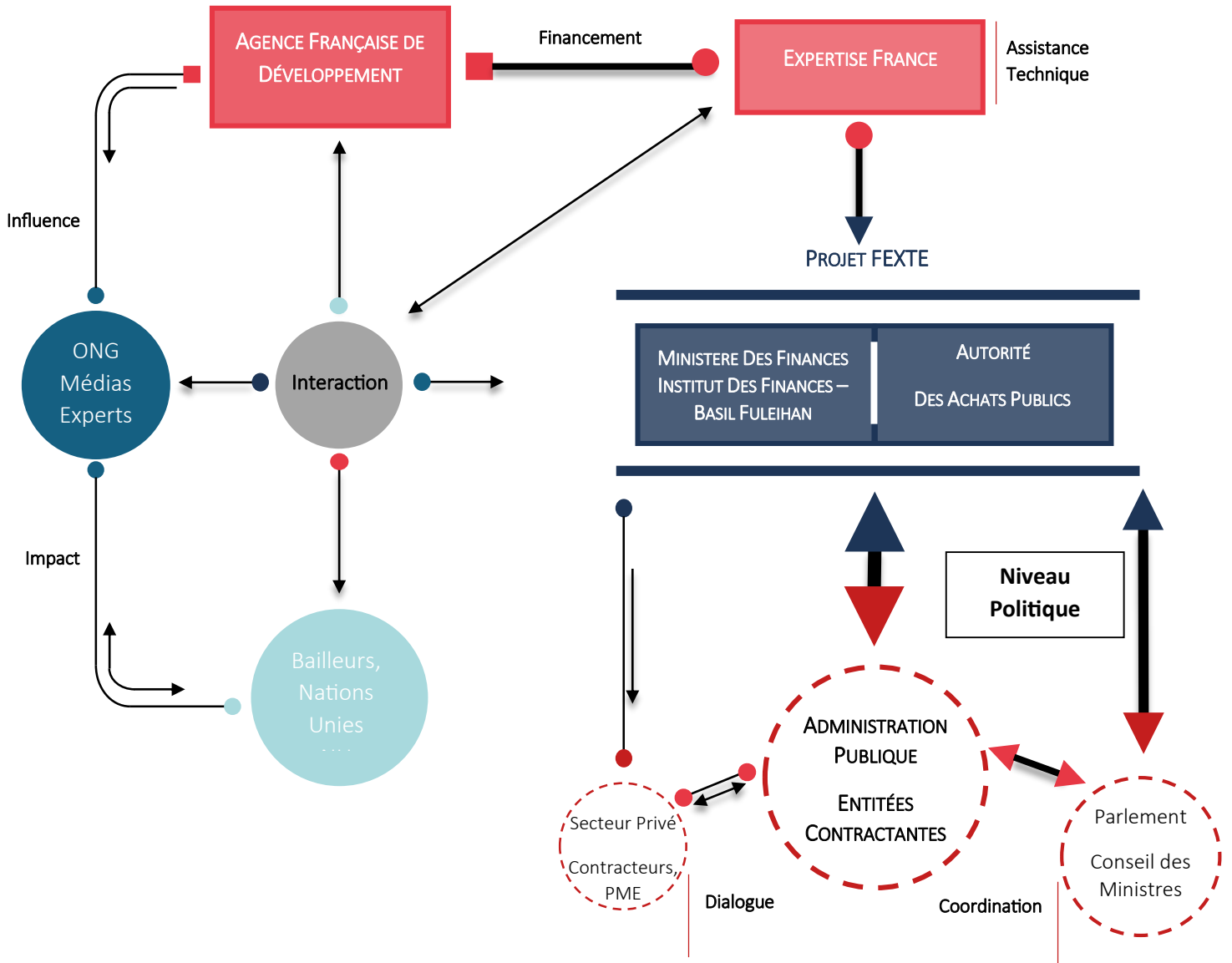
4.3

Appui à la mise en œuvre d'un plan d'action des entités auditées

4.3

Mise en place d'un système de suivi de la commande publique

II. LE JEU DES ACTEURS (PARTIES-PRENANTES) : PARTICIPATION ET COMPLÉMENTARITÉ



III. EQUIPE DU PROJET

COORDINATION & FACILITATION

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

- Paris
- Direction Régionale
- Beyrouth

OPÉRATION & APPUI

EXPERTISE FRANCE

- Paris
- Beyrouth

995 Jours d'expertise locale

11 Experts de l'Institut des Finances (comprenant les experts associés)

151 Jours d'expertise publique et privée internationale

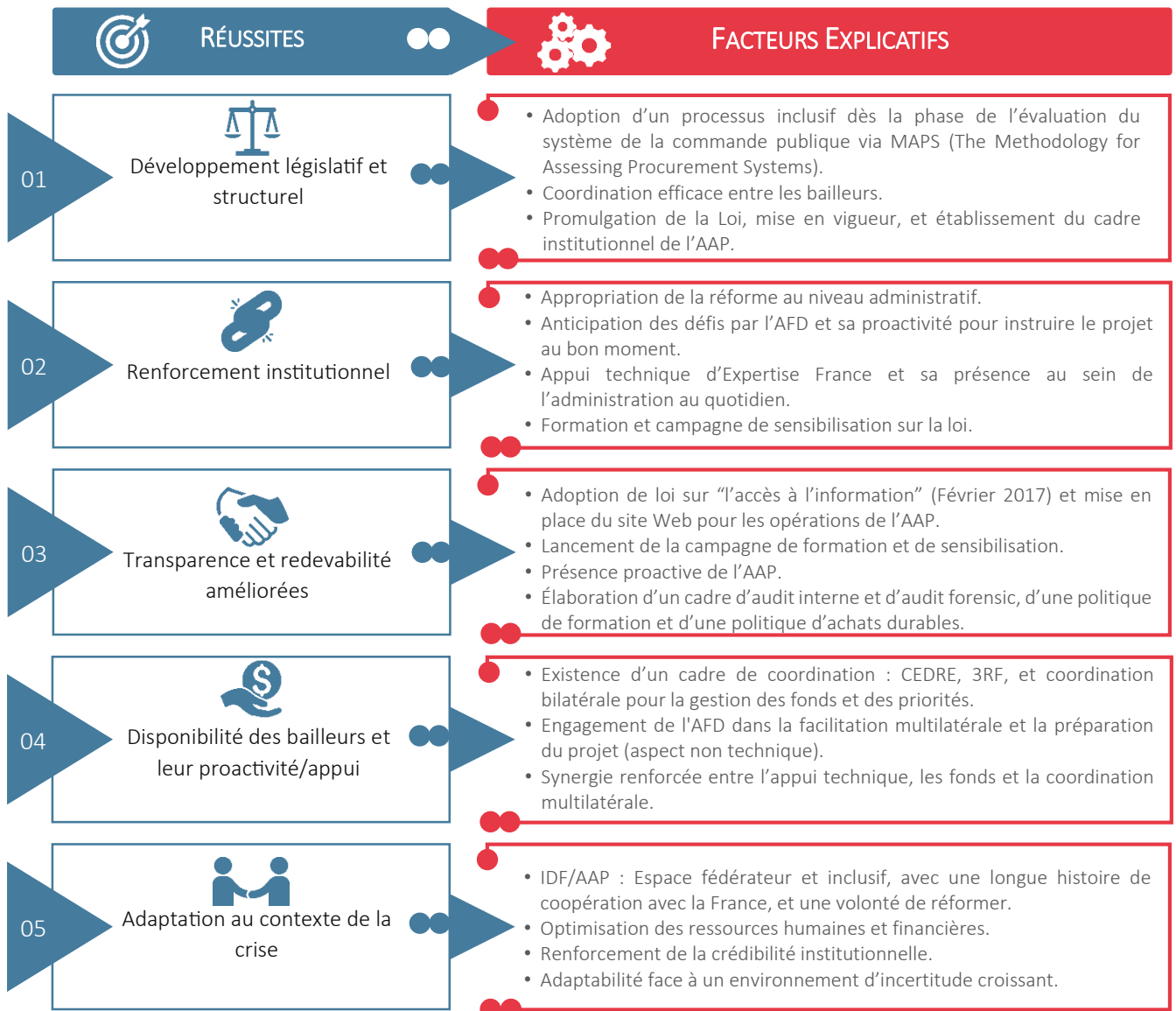
2921 Personnes formées et sensibilisées sur la nouvelle loi

05 Experts locaux (Experts en numérique et site web, et cellule d'appui juridique à la AAP)

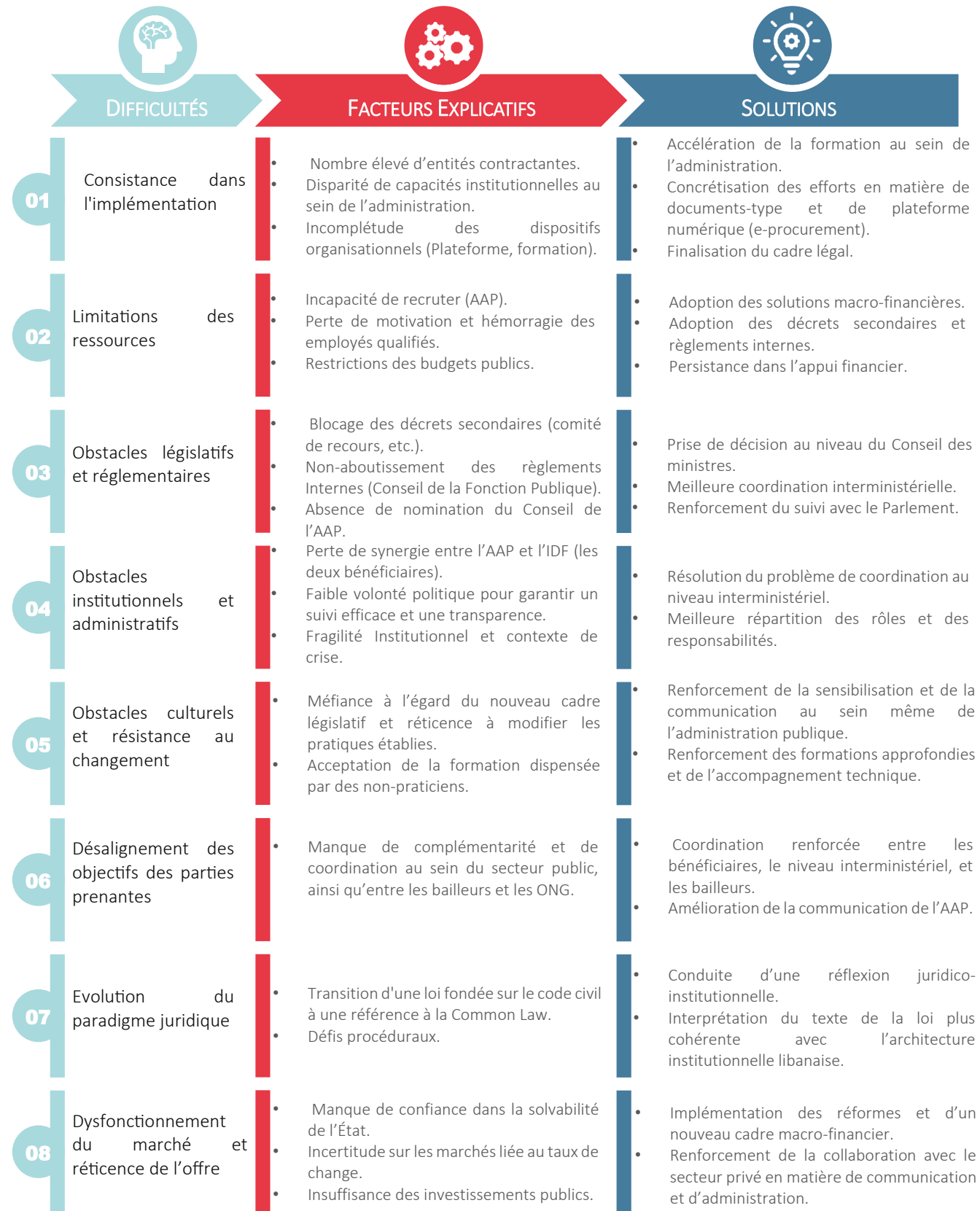
01 Expert-résident sur la durée du projet



IV. LES PRINCIPALES RÉUSSITES



V. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES



VI. LEÇONS APPRISSES

01

L'importance de préparer soigneusement la phase pré projet (la période entre la promulgation de la loi et son entrée en vigueur)

02

La conception flexible du projet a permis de gérer les incertitudes et les effets de la crise, mais des lacunes subsistaient dans la planification des activités

03

Les lacunes persistantes sur le plan technique et administratif sont aggravées par une volonté politique insuffisante et un cadre juridique incomplet

04

Une meilleure gestion du changement et de l'opérationnalisation de l'AAP est nécessaire

05

Les efforts de coordination au niveau politico-institutionnel sont nécessaires, en complément de l'assistance technique, pour faire avancer une réforme

06

En période de crise et de fragilité institutionnelle, la communauté des bailleurs, amis du Liban, devrait redoubler d'efforts pour faire aboutir les réformes à long terme



01

Compléter les dispositifs légaux et juridiques de la loi

02

Améliorer la coordination interministérielle et entre l'administration et le niveau politique

03

Accélérer la formation et le renforcement des capacités institutionnelles

04

Mettre en œuvre la plateforme numérique dans les meilleurs délais

05

Renforcer la communication stratégique de l'AAP en alignement avec son rôle de régulateur

06

Établir des mécanismes de coordination et de dialogue stratégique avec les représentants des ONG et du secteur privé libanais

VII. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

